



Retraites complémentaires ARRCO et AGIRC

La CGT ne signera pas l'accord

La CGT s'est employée tout au long des négociations à défendre les retraités actuels et futurs. Au travers de son projet d'accord, présenté dès la deuxième séance, la CGT a mis en évidence l'importance de l'augmentation des ressources pour prendre en compte l'accroissement du nombre de retraités. Cela a permis un front commun des organisations syndicales pour obtenir une augmentation des taux de cotisations contractuelles ARRCO et AGIRC. La partie patronale a dû concéder une augmentation, mais celle-ci est beaucoup trop faible et ne permettra pas le retour à l'équilibre des régimes.

Faute d'accorder aux régimes les ressources nécessaires, la partie patronale a fait valoir l'urgence de mesures rognant sur les droits. Ainsi, l'aspect le plus négatif de l'accord porte sur la revalorisation des valeurs de service des points ARRCO et AGIRC, donc des pensions. Celles-ci sont appelées à évoluer pendant 3 ans à un rythme inférieur à l'inflation (-1 point). C'est une très mauvaise nouvelle pour les retraités, mais également pour les actifs dans la mesure où les valeurs de service des points sont également utilisées pour le calcul des futures retraites.

C'est aussi une mauvaise nouvelle pour l'économie du pays puisque la baisse de pouvoir d'achat de 11 millions de retraités ne manquera pas d'avoir des répercussions négatives sur la demande intérieure et donc sur l'emploi. Enfin, cet accord était très attendu par le gouvernement qui entend bien s'abriter derrière celui-ci pour mettre en œuvre des dispositions du même ordre dans les régimes dont il a la responsabilité (CNAV, Fonction publique, régimes spéciaux...).

Sans une augmentation significative des ressources des régimes ARRCO et AGIRC, avec en particulier une augmentation de la part dite « patronale » des cotisations, on peut craindre que la prochaine étape soit une baisse nette des pensions. Le risque est d'autant plus grand que la masse salariale, qui détermine avec les taux de cotisations le niveau des ressources, a tendance à stagner du fait des destructions massives d'emplois et d'une pression énorme sur les salaires.

La CGT entend bien mettre à profit les semaines et mois qui viennent pour faire valoir son analyse et ses propositions, en particulier dans le cadre de la concertation annoncée pour une nouvelle réforme des retraites.